UN PLAN D'URGENCE
POUR TOUS LES SERVICES PUBLICS DU 93

En 1998, un vaste mouvement de contestation associant parents, profs et élèves avait gagné un plan d'urgence. Vingt-cinq ans plus tard, la Seine-Saint-Denis reste un des département les plus sous-équipés au regard de sa population. Ne laissez pas faire, réclamons nos droits !

En 1998 les enseignants et les parents mais aussi de nombreux lycéens de Seine-Saint-Denis menèrent trois mois de mobilisations et de grèves sous le slogan : « On veut des moyens, on n’est pas des moins que rien ».
Le résultat fut extraordinaire : 3 000 embouches d'enseignants et 5 000 « emplois jeunes », créations de normes particulières sur les effectifs par classes et pour les écoles les plus en difficultés, 5 milliards accordés pour la rénovation des bâtiments...

QUAND LA POPULATION S’EXPRIME
La lutte fut menée par une « Coordination des établissements en grève » qui fonctionnait en assemblée générale en présence des responsables syndicaux enseignants et des représentants des parents d’élèves de la FCPE.
Le mouvement en cours peut produire des résultats identiques !

Mobilisation générale !

Mais l’État et les gouvernements successifs n’ont pas laissez se dégrader que l’ecole de notre département. Tout le systeme de santé est délabré : hopital, Ehpad, santé mentale, centres de santé municipaux... Il manque des milliers de professionnels et des dizaines de structures d’accueil.

TRANSPORTS PUBLICS
SOUS-DIMENSIONNÉS
Dans les transports en commun nous souffrons quotidiennement du délabrement des réseaux et des horaires inadaptés. Les travaux qui s’étènissent pour ouvrir de nouvelles lignes créent des difficultés incompréhensibles et, avec la densification de population voulue par les pouvoirs locaux et les promoteurs immobiliers, nous savons déjà qu’ils seront insuffisants au moment de leur mise en service.

Dans le logement enfin, l’arnaque des plans de rénovation urbaine est désormais sous les yeux de tous : destruction massive de logements sociaux, construction de copropriétés déjà dégradées et densification délirante en grignotant les peu d’espaces verts qui étaient pourtant nos seuls espoirs pour lutter contre le réchauffement climatique et les canicules urbaines.

LE CAPITALISME.
VOILÀ L’ENNEMI
Nous refusons de vivre dans un ghetto géant. Nous voulons une réindustrialisation pour de vrais emplois et de vrais salaires : assez de précarité et de jobs au rabais.
Nous voulons la reconstruction d’espaces agricoles de proximité plutôt que de nouvelles chaînes de hard discount qui nous vendent des aliments industriels importés de toute la planète.